

**Convention collective nationale**

IDCC : 653. – **PRODUCTEURS SALARIÉS DE BASE  
DES SERVICES EXTÉRIEURS DE PRODUCTION  
DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE**  
**(27 mars 1972)**

PROTOCOLE D'ACCORD DU 21 MARS 2007  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR L'ANNÉE 2007

NOR : ASET0750744M

IDCC : 653

Entre :

La fédération française des sociétés d'assurances (FFSA),

D'une part, et

La fédération des services (branche assurances) CFDT ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Le syndicat national des conseillers salariés d'assurances (SNCSA) CFE-CGC ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération des syndicats du personnel de la banque et de l'assurance (branche assurances) CGT,

D'autre part,

Vu l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail des producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 27 mars 1972,

Vu les articles L. 132-12 et L. 132-12-3 du code du travail,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunération minimale annuelle*

1° La rémunération minimale annuelle des producteurs salariés de base prévue à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail des

producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 27 mars 1972, est portée à 15 540 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

2° Cette majoration conduit à rappeler qu'il peut, naturellement, être exigé des producteurs salariés de base, notamment en application de l'article 3 de la convention collective, le respect d'obligations professionnelles en termes de minimum d'activité et de production.

3° Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les producteurs salariés de base qui ne sont plus en fonction dans les entreprises à la date de la signature du présent accord.

## **Article 2**

### *Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

1° Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération minimale annuelle fixée au 1° de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2° Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

Si tel n'est pas le cas, ils mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales, avant le 31 décembre 2010.

Fait à Paris, le 21 mars 2007.

(Suivent les signatures.)